**04-08-07**

# LE PAYSAN CAMEROUNAIS EST LE MOTEUR DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE

**Michael Njume Ebong**[1]
**Chede Cooperative Union Ltd**

## Secteur privé et réformes structurelles

Au moment où l'on s'accorde à tous les niveaux pour redynamiser d'urgence la production des denrées alimentaires pour contrer la flambée des prix de celles-ci, les organisations paysannes du Cameroun s'attendaient à juste titre à prendre royalement la tête des défilés et autres célébrations qui viennent de marquer avec pompe la 36è édition de la fête d'unité nationale. Mais la déception a été grande de constater que non seulement les paysans n'ont pas eu droit à cet honneur, mais qu'ils n'ont pas du tout participé à la grande fête nationale du 20 mai. Le gouvernement les avait probablement oubliés. Ce constat révèle-il une erreur involontaire de passage de la part des pouvoirs publics ou plutôt un problème plus grave de fond concernant le rôle du paysannat camerounais, tel que perçu par l'Etat, dans le développement et la croissance économique du pays.

Les discours officiels à propos de la croissance économique depuis l'atteinte par le Cameroun du point d'achèvement de l'initiative PPTE semblent laisser les paysans en marge des actions fortes préconisées pour doper l'économie nationale aux fins d'enrayer la pauvreté. Pour y parvenir, deux axes sont généralement privilégiés.

La première consiste à consolider les réformes macro-économiques poursuivies depuis près de dix ans pour asseoir un régime économique libéral piloté par le secteur privé. C'est pourquoi il est question d'assainir le climat des affaires, par exemple en rendant les services publics moins corrompus et plus performants, et la politique fiscale plus incitative aux investissements. En plus de l'apurement de la dette intérieure, les opérateurs privés soulignent également la nécessité de moderniser les infrastructures de base indispensables à la croissance économique. Ces préoccupations étaient à l'ordre du jour du CIESP (Comité interministériel élargi au secteur privé) réuni le 2 -3 novembre 2006 à Yaoundé, sous la présidence du Premier Ministre, Chef du gouvernement.

L'autre piste consiste à vendre l'image du Cameroun aux investisseurs étrangers, à l'instar des foires, forums d'affaires et autres rencontres entre les autorités et les hommes d'affaires à l'intérieur et à l'extérieur du pays, notamment dans le secteur énergétique. Ce genre de marketing des atouts du pays aux investisseurs étrangers, en soi très louable, ne peut toutefois réussir son but que dans la mesure où les rouages de production interne tournent à plein régime. Autrement dit, les facteurs et environnement socio-économiques qui incitent les acteurs nationaux à plus d'efforts d'investissements internes sont, en règle générale, les mêmes qui attirent les investisseurs étrangers. Qui peut être plus royaliste que le roi ? Logiquement donc, il serait souhaitable de donner la plus grande priorité à optimiser, de façon intégrée et stratégique, toutes les sources de croissance internes, y compris bien sûr le monde paysan, fondement de l'agriculture nationale.

---

[1] Directeur Exécutif de Chede Cooperative Union Ltd (www.chede.org), tel : 75 00 39 60 email : chede@chede.org

**Les monde paysan attend ses réformes structurantes**

Les actions ci-dessus mentionnées entreprises jusqu'à présent en faveur du secteur privé local et étranger, et concentrées dans l'espace urbain du pays, donnent l'impression que la contribution réelle et potentielle du paysan camerounais à la croissance économique et à la création des emplois et des richesses est méconnue des pouvoirs publics dans leur recherche des ressorts du développement du pays. Pour les paysans globalement, les initiatives concrètes tendant à les inciter à plus d'efforts de production et de productivité restent en deça de leurs attentes car non seulement les initiatives en question ne semblent pas privilégiées dans le budget des dépenses publiques, mais aussi manquent la même tonalité d'urgence et la même envergure que les sollicitudes dont bénéficient actuellement les secteurs secondaire et tertiaire dans les centres urbains du pays.

Cela dit, il faut tout de même saluer quelques réalisations en faveur du monde rural dans cette période d'après crise économique. Par exemple, à l'instar du CIESP, susmentionné, qui existe depuis plusieurs années déjà et où ils ne sont pas représentés, les paysans ont eu droit pour la toute première fois à l'organisation, du 25 au 27 juillet 2006, de leur propre forum national des organisations paysannes ayant pour but de créer un cadre de concertation avec les pouvoirs publics et de lancer un mouvement professionnel agropastoral. Le CIESP et le forum paysan sont donc deux entités séparées et distinctes, soulignant de ce fait que la paysannerie camerounaise n'est pas considérée comme appartenant au secteur privé qui est choyé et interpellé par l'état à servir de moteur au développement national.

Plus significatif encore, tandis que le CIESP permet au secteur privé de dialoguer avec pratiquement tous les départements ministériels et se trouve donc présidé par le Premier Ministre, Chef du gouvernement lui-meme, le forum des organisations paysannes par contre ne jouit pas de ce privilège d'un cabinet interministériel puisqu'il est pour l'instant uniquement sous le patronat de deux ministères, à savoir le MINADER et le MINEPIA. Faut-il donc conclure que, pour les autorités gouvernementales, le cadre de concertation avec le monde paysan a moins d'importance que le CIESP ou que le monde paysan est moins important que le secteur privé classique comme source de croissance économique?. Or c'est plutôt l'inverse qui est vrai, comme il le sera démontré plus loin dans cet article. Si le forum a tout de même permis aux agriculteurs de faire entendre pour la première fois aux autorités leurs nombreuses doléances, il reste à savoir s'il sera pérennisé comme le CIESP.

Il importe de mentionner également les nombreux programmes, projets et micro-projets destinés aux agriculteurs et financés des fonds PPTE ou des sources bilatérales et multilatérales, donc de l'extérieur. A première vue, ces initiatives sont évidemment louables puisqu'elles ont en commun l'objectif d'alléger la pauvreté dans le monde rural, entre autres par la création des emplois et des revenus. Toutefois, en analysant la conception et le fonctionnement de ces initiatives, on est frappé par leur foisonnement et fractionnement ainsi que par leur manque de synchronisation et de coordination stratégique, ce qui a pour conséquence des coûts administratifs et des frais généraux très élevés et incompatibles avec le but affiché de réduire la pauvreté chez les paysans, bénéficiaires supposés.

En effet, tous les programmes et projets sont administrés depuis Yaoundé et chacun d'entre eux est structuré et fonctionne comme un îlot, avec son directeur ou coordonnateur propre ainsi que ses cadres, personnel d'appui, véhicules de service et équipement de bureau, etc. Très éparses dans le temps et l'espace, ces initiatives manquent en plus de stratégie d'appropriation locale et d'effets multiplicateurs, notamment dans leur mise en route et

gestion quotidienne. Par conséquent, leur pérennité et impact à long terme au niveau des paysans semblent douteux, car on se souvient des échecs des programmes et projets similaires qu'a connus le secteur rural depuis l'indépendance. Une fois l'apport extérieur terminé, les projets tombent dans l'oubli général, laissant peu de traces. Par ailleurs, les liens vertueux qui devraient, pour accélerer l'industrialisation, coupler les secteurs rural et industriel, sont à peine articulés dans la conception et l'exécution de ces initiatives à de rares exceptions près – le Programme de Reconversion de la Banane Plantain (PREBAP) étant un cas de figure ciblant clairement la transformation industrielle.

La conclusion qui se dégage de ce qui précède est que les pouvoirs publics consentent en effet des efforts en direction des paysans, mais que ces efforts mériteraient d'être beaucoup mieux structurés, coordonnés et synchronisés dans le temps et l'espace. Les paysans méritent une stratégie cohérente et ambitieuse et impliquant tous les départements ministériels chargés du développement social et économique, car dans l'histoire universelle du développment des pays, l'agriculture a toujours constitué la source première et indispensable du développement, de la croissance, de l'industrialisation, de la modernisation, et de la création des richesses. C'est en fait sur ce socle que s'érige habituellement la compétitivité des pays, laquelle est conditionnée par la suite dans son évolution historique et comparative par d'autres facteurs clés telles que la qualité de la gouvernance politique et économique (la paix et stabilité des institutions par exemple); l'adéquation et la modernité des infrastructures publiques ; la science et la technique représentée par des établissements de recherche et d'enseignement à tous les niveaux ainsi que par une main d'œuvre techniquement compétente; et l'esprit d'entreprise de la population.

A titre d'exemple, la forte croissance actuelle de certains pays asiatiques s'est d'abord fondée sur une révolution verte grâce aux innovations scientifiques et techniques dans leur secteur agricole. Ces innovations ont permis à ces pays de nourrir leur population croissante, et de libérer le surplus de main d'œuvre que demandaient les secteurs industriel et tertiare. L'Angleterre du dix-neuvième siècle a connu la même trajectoire avec sa révolution industrielle, précédée elle aussi par la restructuration de son secteur agricole.

Ces exemples ne sont pas atypiques car l'histoire économique des pays développés ne laissent aucun doute que les secteurs industriel et de services se fondent, dans un premier temps, sur le secteur primaire et permettent à leur tour à ce dernier, par des mécanismes d'intégration classiques, de réaliser pleinement son potentiel dans la croissance économique. Même aujourd'hui où l'agriculture représente moins de 5 pour cent de leur produit intérieur brut, les pays développés continuent de démontrer son importance promordiale par de généreuses politiques de subsides au secteur. Vu dans cette perspective, le paysan camerounais reste dans l'attente des initiatives ambitieuses et structurantes des pouvoirs publics pour déclencher la révolution agricole qui amorcera la pompe d'une croissance économique durable, soutenue et distributrice des bienfaits de la modernisation.

**La contribution du paysannat à l'économie nationale**

Le Cameroun est béni par ses abondantes ressources naturelles, une terre arable qui est plus que la moyenne africaine par sa superficie et diversité écologique, des ressources hydrologiques égalées seulement par le RDC, et, singulièrement, par une population connue pour son dynamisme[2]. Profitant de ce potentiel agricole, le paysannat camerounais est crédité

[2] Voir par le même auteur la publication sur l'agriculture camerounaise intitulée : « **Agricultural Expansion for Poverty Eradication in Africa – Rethinking Strategy from a Village Perspective : Case Study of Cameroon** », téléchargeable sur le site www.chede.org/documents download.

d'environ 80 pour cent de la production agricole du pays et près de 30 pour cent de son produit brut. Il crée du travail directe ou indirecte pour près de 70 pour cent de la population active. Ces chiffres, par comparaison, font pâlir la contribution à l'économie nationale du secteur privé classique du pays et par conséquent son potentiel au stade actuel des choses à impulser la croissance tant attendue et chantée du secteur privé. De plus, c'est aux paysans que revient le devoir de nourrir le pays et de lui procurer la sécurité alimentaire, rôle que les importations alimentaires ne peuvent ravir aux paysans que sous une impensable stratégie nationale de développement.

Ce sont aussi les produits des paysans, en tant que matières premières, qui alimentent ou devraient alimenter l'industrialisation du pays. De par leur étendue nationale et valeur permanente unique, les investissements que représentent les exploitations paysannes pour tous les produits du terroir (vivres, produits de rente, élevage, pêche, etc) sont inchiffrables financièrement. En effet , ces investissements qui, il faut le souligner, ont été réalisés par les paysans pendant que les opérateurs du secteur privé dit moderne baissaient les bras ou pliaient bagages durant la crise économique des vingt dernières années, constituent aujourd'hui la base et l'espoir de relance de l'conomie nationale vers l'orbite de la croissance.

Autrement dit, au moment où tous les opérateurs sont interpellés par la croissance économique, le paysannat occupe objectivement (et non théoriquement) une position de tout premier plan. Il est par ailleurs établi dans les documents officiels, tel le Document de Stratégie de la Réduction de la Pauvreté (DSRP), que les foyers de pauvreté sont concentrés dans le monde paysan pour environ 80 pour cent des cas de pauvreté recensés dans le pays. La croissance économique ayant pour but principal la réduction de la pauvreté dans le pays entier, il s'ensuit logiquement que c'est dans le monde rural que devrait commencer ou du moins s'accentuer la lutte contre la pauvreté au Cameroun. D'où la nécessité d'accorder la priorité des priorités aux agriculteurs et aux villages dans la recherche des voies et moyens de propulser le développement harmonieux du pays.

Au vu de ce qui précède, il est surprenant de constater que le paysan ne soit pas encore au centre de l'actualité et événements consacrés à l'expansion des investissements et la croissance économique, par exemple par voie des programmes télévisés ou radio-diffusés consacrés aux paysans, à leurs conditions existentielles quotidiennes, aux problèmes du secteur agricole et des infrastructures rurales. Mieux encore, seront opportunes et appréciées des descentes fréquentes des chefs des départements ministériels dans les villages et campgnes, hormis les MINADER et MINEPIA. En effet, l'enjeu que représente pour le pays entier la modernisation rapide du monde paysan mériterait la création d'un super ministère à lui spécifiquement dédié

Or, en observant les initiatives passées et en cours dans la recherche des sources des investissements et de la croissance, on a plutôt l'impression que les autorités perdent de prise sur le fondement naturel économique qu'est le paysannat camerounais. C'est dire que la stratégie adoptée consciemment ou non semble plus extravertie qu'auto-centrée et donc plus dépendante de l'extérieur que des ressources et dynamiques internes au pays. C'est là une approche dangereuse car à la merci des aléas externes et, n'étant pas dirigée souverainement de l'intérieur, difficile à gérer et à soutenir à long terme.

**Anonymat du paysan**

L'impression de méconaissance de l'importance de l'agriculteur dans le processus du développement du pays peut être attribuée au manque d'identité économique précise du

paysan dans le vocabulaire national de développement. Ne jouissant pas de mêmes avantages que ses pairs de la fonction publique et dans le secteur privé « moderne », dont notamment un système de sécurité sociale, allocations familiales et de logement, congés payés, routes bitumés et électrifiées, etc, le paysan a un statut professionnel flou, à peine défini dans les textes officiels (le Code des Investissements ou attributions du Comité National de Compétitivité par exemple), ou connu de tous, y compris par le paysan lui-meme. Est-il par exemple dans l'informel ou non ? Est-il un homme d'affaires, un entrepreneur, ou, ensemble avec les membres de son foyer, une PME comme on en trouve dans les centres urbains?

Autrement posé, le paysan fait-il partie intégrante ou non du « secteur privé » tel que compris aujourd'hui dans le secteur urbain? Le même flou existe s'agissant du statut juridique des organisations paysannes telles que les coopératives agricoles et groupes d'initiatives communes relevant de la Loi No 92/006 du 14 août 1992 et Décret d'application No. 92/455/PM du 23 novembre 1992. A la différence des institutions coopératives de la microfinance relevant de mêmes textes suscités, mais agrées en plus par la COBAC et le MINEFI, le statut juridique des organisations agricoles semble évoquer des doutes auprès des autres acteurs économiques, notamment les banques classiques et concessionnaires automobiles.

Il est aussi vrai que la zone rurale où sont basées les organisations paysannes, le faible niveau d'instruction de leurs délégués pour la plupart, et le produit de leur travail dont le prix est en fluctuation constante, ainsi que les garanties potentielles en immobilisations rurales sans titres fonciers que peuvent offrir la plupart des paysans, inspirent peu de confiance aux banques classiques du pays. C'est donc comme si le paysan camerounais, porteur de l'économie nationale, est pourtant marginalisé systématiquement sur plusieurs fronts, ce qui ne peut le motiver à s'investir encore plus à soutenir la croissance économique du pays. Pour toutes ces raisons, l'identité et le statut professionnel du paysan dans le tissu économique national méritent d'être clarifiés, y compris tous les droits et obligations que devra entraîner une telle formalisation de son statut, à commencer par un système de sécurité sociale adapté au monde paysan.

**Le village : cadre de vie du paysan**

Qui parle du paysan parle aussi naturellement de son cadre existentiel, qui est le village. A ce niveau aussi on peut constater un certain anonymat puisque les villages ne bénéficient pas de memes sollicitudes de l'état que les villes. Le village camerounais n'est pratiquement pas mentionné dans la Constitution de 1996 ni dans le régime de décentralisation qui semble s'arrêter au niveau des communes et districts. Si l'autorité des chefs traditionnels de villages est bien reconnue est définie dans d'autres textes depuis 1974, le village lui-même ne semble pas pouvoir prétendre à un statut démocratique et administratif quelconque, qui lui soit proprement reconnu par l'état, en dehors du cadre des institutions traditionnelles.

Et pourtant, des cellules démocratiques et administratives villageoises jouissant d'un degré d'autonomie dans le cadre communal - par exemple conseils ou comités villageois bien équipés, performants et évalués sur bilans annuels - sont susceptibles de stimuler et d'organiser les initiatives de développement depuis la base du pays tout en modernisant les mœurs politiques villageoises conformément à la Constitution et règlements en vigueur. Pour réaliser tout son potentiel dans le processus de modernisation du pays, le paysan camerounais a besoin d'un tel appui administratif rapproché, visible, fiable et pratique au quotidien.

Ce genre de « village self-government » peut se révéler extrêmement utile dans la mesure où il pourra combler le vide souvent laissé par des projets de développement rural dont l'approche est généralement économique ou productiviste, occultant ainsi les aspects psychologiques et culturels parfois plus déterminants pour le bien-être, l'harmonie sociale et l'ardeur au travail du paysan. Dans sa sphère villageoise le paysan a besoin de mêmes bienfaits de la modernisation que ceux concentrés actuellement dans les agglomérations urbaines, à commencer par la délimitation et l'aménagement des communautés villageoises.

Il existe par exemple un département ministériel chargé de l'urbanisme et de l'habitat, mais rien de pareil n'existe pour les villages, lesquels sont aussi marginalisés dans la dotation nationale en infrastructures de tout genre, notamment les routes, électrification, eau potable, et réseau téléphonique. Malgré son poids économique démontré plus haut la population paysanne reçcoit moins de 30 pour cent des dépenses publiques en infrastructure de base. Les centres urbains et routes inter-urbaines semblent monopoliser l'attention des pouvoirs publics alors que ce sont les villages, le monde paysan, qui devraient mériter la priorité des priorités dans la logique du développement inductif, durable et équitable.

Aucune surprise par conséquent de constater l'mage méprisante qui s'attache au village et au villageois (l'agriculteur) dans la mentalité de la jeunesse camerounaise. Habiter au village pour les jeunes est synonyme d'échec dans la vie. Plus généralement, « villageois » chez les jeunes camerounais équivaut à une insulte au même titre que primitif, inculte ou sorcier. Comment , dans ces conditions, doper l'agriculture et la croissance économique à partir du monde rural?

**Conclusion**

Les paysans camerounais attendent donc des pouvoirs publics des mesures structurantes et incitatives qui soient à la mesure de leur contribution actuelle et potentielle au développement du pays à l'instar des initiatives déjà prises ou contemplées par le gouvernment pour le secteur privé national et étranger et globalement pour le secteur urbain dit « moderne ». En hiérarchisant les initiatives attendues dans le monde paysan, il faut citer comme priorité urgente l'accélération de la mise en place d'un système de transport et communication viable et pérenne intégrant les villages entre eux d'une part et le monde rural et secteur urbain d'autre part, suivi de l'électrification et de l'eau potable pour les villages qui n'en ont pas encore, des centres de santé, écoles, magasins, etc. La généralisation systématique de ces investissements aux communautés villageoises contribuera sûrement à motiver la jeunesse camerounaise, ou du moins ceux attirés par le métier de la terre, à rester dans leurs villages sans en avoir aucune honte, et à valoriser la profession paysanne comme cela se doit pour amorcer la transformation du secteur agricole comme point de départ de la croissance économique du Cameroun.

**********